

doivent être résolus par le dialogue et non par la force, ni même par des sanctions, sauf si elles émanent des Nations unies. Une position d'un grand pragmatisme économique, notamment en ce qui concerne l'Iran. L'Inde et la Chine, qui ont cruellement besoin d'énergie pour alimenter

partie de leur PIB. Avec environ 1 million de barils par jour, les deux géants asiatiques absorbent ainsi à eux deux environ 40 % des exportations de brut iranien. Autant dire qu'ils n'ont pas l'intention d'appliquer les sanctions américaines et européennes contre Téhéran. M.-F. C. (À NEW DELHI)

reproche justement à ces pays émergents d'être incapables de se tracer un destin commun tant leurs intérêts commerciaux sont divergents. Autre conclusion notable du sommet : les devises des cinq pays des Brics sont placées au même rang. Il n'est nulle part fait mention d'un rôle plus important dévolu au yuan chinois, alors que Pékin est en train, progressivement, de pousser sa monnaie dans les

fluente et l'importance des G8 ou autres G20, le sommet des Brics n'en creuse pas moins lentement son sillon sur la scène internationale. Pour la première fois, les chefs d'État ont ainsi lancé des travaux concrets en vue de la préparation de leur prochain sommet, prévu en 2013, en Afrique du Sud. Leurs ministres des Finances vont coordonner un groupe de travail conjoint qui présentera, l'an prochain, un

dans les pays en développement. Il s'agit pour eux de manifester leur agacement à l'égard de la gouvernance du Fonds monétaire international, « qui doit mieux refléter la voix et le poids de ses membres les plus pauvres ». Mais aussi vis-à-vis de la Banque mondiale. Car les Brics ont beau n'avoir toujours pas réussi à présenter un candidat commun au poste de président de l'institution, qui sera renouvelé en juin, ils ont appelé, avec une fermeté ac-

questions à...

Jean-Pierre Thomas

AUTEUR DU RAPPORT SUR L'ESPACE ÉCONOMIQUE EURORUSSE



Vous vous interrogez sur l'appartenance de la Russie au groupe des Brics. Pourquoi ?

La notion de Brics est artificielle. La Russie n'est pas un pays émergent, mais en pleine transition. Du fait de son passé industriel, de son rôle militaire, de son excellent niveau de formation et de sa richesse en énergie, la Russie n'est pas dans la situation de la Chine, du Brésil ou de l'Inde.

Est-ce le moment de plaider pour un rapprochement économique avec la Russie, alors que l'élection de Vladimir Poutine est contestée ?

Au-delà du scrutin, les observateurs convergent pour dire que Vladimir Poutine est populaire et majoritaire. C'est en partie le résultat de la politique de modernisation économique qu'il a menée et qui a d'ailleurs favorisé l'émergence d'une classe moyenne qui aspire à plus de transparence. Le rôle de l'Europe est d'accompagner cette modernisation qui va de pair avec les progrès de la démocratie. Par ailleurs, la Russie vient d'entrer à l'OMC et présidera le G20 en 2013.

Comment surmonter la méfiance de l'Europe à l'égard de la Russie ?

Si demain nous sommes dans une même zone économique, la notion de dépendance énergétique fera place à celle de complémentarité. Si les visas sont supprimés, ce que je souhaite, cela facilitera une meilleure connaissance mutuelle qui contribuera à créer un vaste espace de stabilité et de prospérité.

RECUEILLI PAR F. N.-L.

Un rapport plaide pour un espace économique Europe-Russie

FABRICE NODÉ-LANGLAIS

La complémentarité, telle est l'idée maîtresse qui traverse le rapport de 250 pages « Pour un espace économique eurorusse » que Jean-Pierre Thomas a remis jeudi à l'Élysée. Nicolas Sarkozy avait confié une mission, par une lettre du 17 janvier 2011, à l'ancien député devenu associé gérant de la banque Lazard pour faire avancer l'idée d'une zone de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et la Russie, évoquée lors du sommet d'Évian de 2008 avec Dmitri Medvedev.

Le constat sur la Russie est connu : une économie trop dépendante des matières premières ; une démographie déclinante, un climat d'investissement difficile notamment du fait de la corruption.

Jean-Pierre Thomas n'esquive pas les handicaps russes mais préfère mettre l'accent sur les immenses besoins de ce pays grand comme 31 fois la France en matière d'infrastructures, d'efficacité énergétique, de logement ou de santé. Face à une Europe malade de sa dette, se dresse une Russie forte de 500 milliards de dollars de réserve de change. « Il y a une

vraie complémentarité à jouer avec l'Europe, plaide l'auteur du rapport, qui voit dans l'ouverture d'une zone de libre-échange avec la Russie « un relais de croissance » pour une UE anémiée.

Ignorer la Russie l'inciterait, lit-on dans le rapport, « à développer ses alliances avec l'Orient, avec la Chine voire avec les États-Unis dans le cadre d'une coalition antichinoise ».

Les opportunités des privatisations russes

À plus court terme, le programme de privatisations lancé par l'État russe offre des opportunités aux

entreprises européennes, et françaises. Les capitaux des sociétés publiques ouvertes aux investisseurs privés représentent 11 milliards d'euros, soit près de 1 % du PIB russe tandis que le secteur public pèse encore 40 % du PIB selon Moscou.

Les investissements croisés au sein de l'UE et de la Russie ne pourront se développer que si les entraves aux capitaux russes sont levées, plaide encore le rapport. La crainte du blanchiment a rendu l'Europe méfiante à l'égard des investisseurs russes. Jean-Pierre Thomas souligne que le système bancaire russe s'est largement modernisé et que les ambitions de place financière internationale que caresse Moscou stimulent la mise aux normes internationales.

Pour accélérer les négociations entre l'UE et la Russie sur un accord de partenariat et de coopération dont le but officiel est une zone de libre-échange, Jean-Pierre Thomas suggère que Paris et Berlin soient les moteurs d'un nouveau traité comportant « un calendrier de levée des freins aux échanges ».

RUSSIE-UE, L'INTERDÉPENDANCE

41,5 %

Part de l'UE dans les importations russes


53,2 %

Part de l'UE dans les exportations russes

245

milliards d'euros, échanges commerciaux UE-Russie en 2010

COTATIONS HEBDOMADAIRES

| | Nom du Fonds | Vocation | Valeur à la création | Valeur précédente | Valeur liquidative |
|--|---------------|-------------------------|----------------------|-------------------|--------------------|
|  <p>Aviva Investors France 24-26, rue de la Pépinière 75008 Paris Tél. : 0176 62 90 00 / 0176 62 91 01</p> | AFER-EUROSFER | ACTIONS ZONE EURO | 76,00 | 81,54 | 80,66 |
| | AFER-SFER | DIVERSIFIÉ | 15,00 | 37,75 | 37,94 |
| | DYNAFER | DIVERSIFIÉ | 500,00 | 553,39 | 565,53 |
| | ID-AFER | | | 493,58 | 504,41 |
| | OPENSFER | DIVERSIFIÉ | 500,00 | 469,35 | 482,93 |
| | PLANISFER | ACTIONS INTERNATIONALES | 500,00 | 602,61 | 612,61 |

PROCHAINE PARUTION : 06/04/2012

(1) Dédouble 2 fois. (2) divisée par 2. (3) divisée par 8. (4) divisée par 30. (5) divisée par 100. (6) divisée par 10. (7) divisée par 5. (8) divisée par 6.

*0 dernier cours connu.